

ÉDITORIAL

C'est la rentrée, mais au moment d'ouvrir ce bulletin, c'est à une sortie que l'on pense. La sortie manu militari des 1000 de Cachan, expulsés d'un bâtiment du CROUS par la police française sans solution de rechange acceptable, sert surtout l'intérêt d'un ministre de l'Intérieur à l'ambition démesurée. Au moment du 10e anniversaire des coups de hache de la force publique dans la porte de l'église St Bernard à Paris, on se rend compte qu'aucun des problèmes n'a été réglé. Nous voulons dédier ce bulletin à ces 1000 expulsés et à tous ceux qui de par le monde vivent les mêmes souffrances. Nous leur adressons tout notre soutien et toute notre affection.

Côté rentrée maintenant, septembre sera marqué au niveau international par l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Singapour. Nous suivrons avec attention leurs débats et nous multiplierons à cette occasion les initiatives pour braquer les projecteurs sur ces deux institutions en mal de légitimité. En octobre, le réseau CADTM se réunira à Liège à l'occasion d'une formation sur le thème «La Finance contre les peuples». Nous vous encourageons vivement à y participer, pour cela voir la page www.cadtm.org/texte.php3?id_article=1982. Nous apporterons également notre soutien au film «Bamako», du malien Abderrahmane Sissako, dont la dette est la clé de voûte. Nous nous y croiserons peut-être... n'hésitez pas à nous solliciter pour tout cela. Bonne rentrée à vous !

✂ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

CITATION

+ « *Au gouvernement, on ne peut dépenser que ce que l'on peut gagner. J'ai hérité d'une très grosse dette que nous essayons de diminuer, tout en respectant un excédent primaire de 4,25%, parce qu'il est important de montrer à mes créanciers que je suis responsable, que je paie mes dettes.* »

LULA, PRÉSIDENT DU BRÉSIL [LE MONDE, 25 MAI 2006]

Cher Lula, ton pays a déjà payé aux créanciers des sommes colossales et le peuple brésilien n'a pas profité de la dette. Être responsable aujourd'hui, ce n'est pas faire allégeance, c'est arrêter de rembourser cette dette immorale et illégitime.

AGENDA

5 septembre, Orléans (45) : réunion du groupe CADTM Orléans.

9 septembre, Lille (59) : réunion du groupe CADTM Lille.

9 septembre, Nîmes (30) : stand CADTM à la Journée des associations.

9 septembre, Paris : CA du CADTM France.

9-10 septembre, Roquebrune-sur-Argens (83) : présence du CADTM au festival de BD.

10 septembre, Aix-en-Provence (13) : stand CADTM à la Journée des associations.

19 septembre : mobilisations contre le FMI et la Banque mondiale à l'occasion de leur assemblée à Singapour.

23 septembre, Lorient (56) : intervention de Claude Quémar au Forum Social Local.

24 septembre, La Roche-Vineuse (71) : stand CADTM à la Fête altermondialiste mâconnaise

24 septembre, Poitiers (86) : stand CADTM à la Journée des associations.

29 septembre, Aix-en-Provence (13) : intervention de Damien Millet sur la Banque mondiale, au CREPS.

6-15 octobre, Liège (B) : formation CADTM sur le thème «La Finance contre les Peuples».

12 octobre, Aix-en-Provence (13) : intervention du groupe CADTM après le film «Bamako», au Cinéma Mazarin.

19 octobre, Tananarive (Madagascar) : intervention de Nicolas Sersiron au CCAC, avec les Amis du Monde Diplomatique.

21 octobre, Marseille (13) : colloque sur le thème «Mémorial de l'Outre-mer ou Historial du colonialisme ?», avec Damien Millet.

26 octobre, Villeurbanne (69) : colloque sur l'annulation de la dette, avec Damien Millet

27 octobre, Vaux-en-Valin (69) : intervention de Victor Nzuzi.

28 octobre, Paris : stand CADTM au Salon du livre africain, au siège de l'Unesco.

LE LIBAN EN ROUTE VERS UNE DETTE ILLÉGITIME

Le Liban vient de vivre un mois de conflits meurtriers. Plus de 1 100 personnes ont trouvé la mort au cours des raids de l'armée israélienne et de ses frappes aveugles. Un tiers d'entre eux sont des enfants de moins de 12 ans. Environ un million de personnes ont fui. Les souffrances humaines qui ont été infligées sont indicibles.

L'étincelle fut la prise en otage de deux militaires israéliens par le Hezbollah, parti politique libanais chiite, membre du gouvernement, entretenant une importante milice au Sud Liban. La riposte du gouvernement israélien fut dévastatrice. A n'en pas douter, Tsahal, l'armée israélienne, est ici une arme de destruction massive, avec le soutien des Etats-Unis...

Le cessez-le feu, certes précaire, qui est entré en vigueur permet de quitter la sphère restreinte du présent et de regarder un peu l'avenir. Que celui-ci soit respecté ou non, tôt ou tard, le Liban devra se reconstruire. Les dégâts sont estimés pour l'instant à 2,5 milliards de dollars, dont environ 150 ponts détruits et une marée noire causée par le déversement dans la mer de 15 000 tonnes de mazout (davantage que la catastrophe de l'Erika au large des côtes françaises en 1999) ayant déjà pollué 140 kilomètres de côtes.

Selon les chiffres de la Banque mondiale, bien avant cette guerre, le Liban croulait sous une dette extérieure colossale : 22,2 milliards de dollars fin 2004 pour 3,5 millions d'habitants. Cela représentait plus de 6 260 dollars par habitant, sans compter la dette interne qui est du même ordre de grandeur, ce qui en fait un des pays les plus endettés au monde par habitant. En 2004, le Liban a remboursé 4,4 milliards de dollars pour le service de sa dette extérieure.

Dès avant cette guerre, le Liban était dans une situation financière très difficile. Ses créanciers (au premier rang desquels l'Arabie saoudite et la France) avaient dû se réunir en novembre 2002 à Paris pour trouver une solution : à l'époque, ils avaient promis 4,3 milliards de dollars, en échange d'une modernisation du système fiscal et d'une relance des privatisations. La dette a donc permis d'imposer un renforcement des politiques néolibérales, tellement favorables aux riches Libanais, aux créanciers étrangers et à leurs grandes entreprises.

Désormais, pour se reconstruire, le Liban va encore faire appel aux capitaux étrangers. Cela implique une nouvelle augmentation de la dette et de nouvelles mesures économiques d'ajustement structurel qui la conditionnent. De ce fait, le

peuple libanais va devoir payer très cher, dans les années à venir, pour les conséquences de cette guerre infligée par Israël en violation des traités internationaux régissant les relations entre Etats.

Le peuple libanais a dramatiquement payé une première fois en donnant sa vie, en perdant des proches, en subissant la destruction de ses maisons, de ses immeubles, de ses infrastructures. Il ne doit pas payer une seconde fois en se saignant aux quatre veines pour financer la reconstruction. Déjà la Palestine subit le terrorisme d'Etat d'Israël dont le coût, tant humain que financier, est énorme. Déjà l'Irak subit depuis mars 2003 une agression militaire illégitime de la part des Etats-Unis et de leurs alliés, qui dominent le pays, imposent des choix néolibéraux à son économie et l'endettent au profit de grandes entreprises multinationales originaires des pays du Nord. La Palestine, l'Irak, le Liban doivent demander des comptes à leurs agresseurs. Les mouvements sociaux doivent faire pression sur la communauté internationale pour avancer dans ce sens.

Pour le Liban, une solution possible réside en l'annulation immédiate de la dette et la création d'un fonds destiné à sa reconstruction, qui serait alimenté par des réparations versées par Israël. Une contribution des Etats-Unis, qui soutiennent et financent l'Etat israélien, doit s'y ajouter. C'est à ce moment seulement qu'il sera possible de dire que justice a été rendue au peuple libanais.

▼ DAMIEN MILLET ET ERIC TOUSSAINT

LIRE

+ **Les Etats-Unis de mal empire**, Danielle Bleitrach, Viktor Dedaj, Maxime Vivas, éd. Aden, 2006.

Un panorama des résistances du Sud à l'empire états-unien et sur la propagande qui sert cet empire. L'Amérique latine est bien sûr aux premières loges dans ce livre (Cuba, Venezuela, Mexique, Bolivie, Brésil), mais la Chine est également présente. Un ouvrage intéressant, malgré quelques imprécisions regrettables (Respol au lieu de Repsol, erreur de date, Vicente Fox fut président de Coca-Cola Mexique et non de Coca-Cola, etc.). On peut déplorer que la situation de cette résistance soit parfois idéalisée et que le regard porté sur Lula au Brésil soit bien trop complaisant. Le passage sur les médias occidentaux, notamment le jeu trouble de *Reporters sans frontières*, est le plus convaincant. Le reste manque du souffle espéré sur un tel sujet.

LES INDIENS AGACENT

LES GÉANTS DU SODA

Le Gouvernement du Kerala (sud-ouest de l'Inde) a décidé d'interdire la production et la vente de boissons fabriquées par les groupes Coca et Pepsi-Cola sur l'ensemble de son territoire. Cette décision survient après l'annonce des résultats d'une étude menée par l'ONG indienne CSE (Centre of Science and Environment) sur 57 échantillons de ces boissons produites dans les usines indiennes des deux groupes. La quantité de pesticides analysée dans ces échantillons était en moyenne 24 fois supérieure aux normes en vigueur dans l'Union Européenne. Un échantillon prélevé à Calcutta a même révélé un taux de pesticides 200 fois supérieur à ces normes !

Six autres Etats et le territoire de Delhi ont également pris des mesures de «boycott» contre les deux compagnies américaines dont les boissons seront interdites dans les écoles et les principaux organismes publics. Et contrairement à l'idée parfois relayée par la presse française, il n'y a pas que les nationalistes du BJP dont l'antiaméricanisme est un fonds de commerce qui participent à cette campagne. Si 4 Etats boycotteurs (Gujarat, Rajahstan, Madhya Pradesh et Chattisgarh) sont bien des fiefs nationalistes, les trois autres (Karnataka, Delhi et Andhra Pradesh) sont dirigés par le Parti du Congrès, et le Kerala, à la pointe de la contestation, est un bastion communiste.

Du côté du gouvernement fédéral indien, on a minimisé le problème et remis en cause les conclusions des études rendues par le CSE. Une étude menée par un laboratoire «indépendant» de Grande-Bretagne, commandée par les deux grands groupes, a d'ailleurs conclu que les «normes» étaient parfaitement respectées, sans que l'on sache très bien de quelles normes il s'agit puisque les autorités indiennes ne cessent de reporter l'examen par le Parlement de la définition précise des normes alimentaires en matière de pesticides.

Le CSE avait mené une enquête similaire en 2003 et a regretté que rien n'ait changé en trois ans malgré les promesses du gouvernement et des deux géants du soda. Il s'agit du dernier rebondissement d'une crise qui dure depuis près de 30 ans et qui a déjà valu à Coca-Cola d'être expulsée du territoire indien en 1977. Mais depuis son retour en 1993 à la suite du grand virage néo-libéral orchestré par l'actuel Premier Ministre, Manmohan Singh à l'époque Ministre des Finances, Coca-Cola a considérablement étendu ses activités en Inde. 80% du marché du soda sont contrôlés par Coca ou Pepsi en Inde.

Coca-Cola fait pourtant l'objet de graves accusations, notamment à cause de son usine de Plachimada au Kerala, responsable d'un assèchement de la nappe phréatique et d'une grave pollution aux pesticides (voir l'article d'Eric Toussaint et Denise Comanne : www.cadtm.org/article.php3?id_article=434). Grâce à une mobilisation exceptionnelle de la population locale qui s'est battue pendant deux ans, l'usine a même été fermée sur décision judiciaire en mars 2004.

L'organisation Navdanya de Vandana Shiva et le mouvement Azadi Bachao Andolan, qui souhaite la promotion des produits fabriqués en Inde et l'application dans les domaines politique et économique des idées de Gandhi, ont lancé l'idée d'une «marche de l'eau» entre Bénarès et Jaipur, pendant la dernière semaine de septembre. Les marcheurs iront prélever de l'eau dans les alentours des usines de soda de plusieurs régions du Nord de l'Inde et procéderont à de nouvelles expertises.

▼ SERGE VIENNE

LIRE

+ **Pétrole et violences au Congo-Brazzaville. Les suites de l'affaire Elf**, Yitzhak Koula, éd. L'Harmattan, 2006.

L'histoire du Congo depuis l'assassinat du président Marien Ngouabi en 1977 et l'arrivée au pouvoir de Denis Sassou Nguesso en 1979 est disséquée de manière très documentée dans ce livre. Sassou est l'homme d'Elf, absorbée depuis par Total, qui veut contrer toute velléité réellement indépendantiste et faire de juteux profits sur la production pétrolière. Après la Conférence nationale souveraine de 1991, Sassou est laminé lors de l'élection présidentielle remportée par Pascal Lissouba. En 1997, Sassou reprend le pouvoir au terme d'une guerre de quatre mois financée par Elf. Depuis, il a instauré une dictature incontestable sur le Congo, légitimant sa place au pouvoir par une élection grossièrement manipulée en 2002. Les responsabilités d'Elf (donc de la France) et la nature exacte du régime dictatorial de Sassou sont parfaitement analysées, l'auteur recourant à de nombreuses sources d'information pour étayer ses dires. On peut juste déplorer une trop grande indulgence envers Lissouba et une critique bien trop modérée du rôle des institutions financières internationales comme le FMI et la Banque mondiale dans ce processus. Une carte du Congo aurait aidé à situer les différents événements. Ceci dit, ce livre est très utile pour comprendre combien ont tort ceux qui affirment que la France joue désormais un rôle minime en Afrique.

▼ DAMIEN MILLET

NOUS AVONS SIGNÉ

- + L'appel de soutien aux **expulsés de Cachan**.
- + L'appel du MRAP pour une **régularisation globale et immédiate de tous les sans-papiers** en France.
- + L'appel à mobilisation contre la visite en France du **dictateur togolais**, Faure Gnassingbé, du 6 au 8 septembre.

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 00 33 (0)2-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

Photo : Indymédia

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : sept. 2006

ÉCHEC CUISANT POUR LA LOGIQUE DU G8 ET DE L'OMC

Fin juillet, à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les grandes puissances (États-Unis, Union européenne, Japon, Inde, Brésil, Australie - qui représentait les pays agro-exportateurs) n'ont pas réussi à trouver un accord sur la façon de mettre en coupe réglée l'économie mondiale. Cela signifie que dans la plus pure logique néolibérale, ces grandes puissances ont échoué. Notons que les pays pauvres, notamment les pays africains, n'ont pas réellement participé aux négociations. Malgré les proclamations de l'OMC et l'imposture sémantique concernant ce « cycle du développement », un éventuel accord se serait fait contre eux, incapables de peser dans cette enceinte. En tout état de cause, les peuples, qu'ils soient du Nord ou du Sud, peuvent se réjouir : ils ont échappé à une nouvelle machine à broyer, encore plus puissante que l'actuelle : libéralisation accrue de l'économie mondiale, ouverture des marchés la plus large possible, dépouillant les Etats d'un maximum de prérogatives au profit des entreprises multinationales. Après les échecs de l'OMC à Seattle en 1999 et Cancun en 2003, c'est un nouveau coup d'arrêt pour une logique moribonde.

Souvenons-nous que le thème de l'OMC avait occupé une part des réflexions lors du dernier sommet des huit pays les plus industrialisés (G8), qui s'est tenu mi-juillet à Saint-Petersbourg (Russie). Le G8, accompagné par les présidents de quelques pays émergents (Chine, Brésil, Inde, Afrique du Sud, Mexique), avait donné un délai d'un mois pour trouver les bases d'un accord. Une semaine plus tard, le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, devait se résoudre à interrompre les négociations. Dans le même temps, la Russie n'a toujours pas réussi à obtenir le feu vert des Etats-Unis pour l'adhésion à l'OMC.

D'autres thèmes mettent en lumière l'échec d'un sommet du G8 qui se révèle finalement inutile. « *Sans avancée notable* », ce « *G8 sans ampleur* » (dixit la presse) est momentanément impuissant et disqualifié. Sur le Proche-Orient, personne ne croit une seconde que les incantations du G8 sur un Liban en proie aux représailles militaires d'Israël seront suivies d'effets. Sur l'énergie, la mise en garde du G8 à l'Iran sur le nucléaire n'a servi à rien et la Russie a refusé de ratifier la Charte européenne de l'énergie, protégeant le monopole de Gazprom. Le G8 s'est inquiété du cours élevé du pétrole, mais le jour de la clôture du G8 a vu le pétrole atteindre son cours le plus haut à Londres...

Quant aux thèmes du développement et de la réduction de la dette, qui avaient fait la une du sommet 2005 du G8, ils ont disparu de l'ordre du jour alors que rien n'est réglé. Seuls 19 pays sont concernés par les mesures annoncées en 2005 et la réduction de leurs remboursements sera inférieure à 50 milliards de dollars sur les 40 prochaines années. C'est peu face aux dépenses militaires mondiales annuelles (1 100 milliards de dollars), d'autant que cet allègement est obtenu après un processus de plusieurs années qui permet au FMI et à la Banque mondiale d'imposer des réformes drastiques : libéralisation économique, privatisations, réduction des budgets sociaux, suppression des subventions aux produits de base... Pour les 19 pays concernés, la situation a continué de se dégrader : les allègements consentis n'ont

même pas réussi à contrecarrer la hausse du prix du pétrole, durement ressentie par les populations du Sud, même dans certains pays producteurs de pétrole comme le Congo-Brazzaville.

La logique défendue par le G8 et l'OMC a essuyé deux échecs cuisants en une semaine. Pourquoi ? Parce que les rapports de force se sont modifiés. Grâce aux exportations de matières premières dont les cours ont connu une hausse importante ces deux dernières années, les réserves en monnaies fortes (dollars, euros notamment) des pays en développement atteignent des sommets : plus de 2100 milliards de dollars, dont 925 milliards de dollars pour la seule Chine. C'est très supérieur aux réserves de change des Etats-Unis et de l'Union européenne réunies. Constitués pour partie de bons du Trésor des Etats-Unis ou de pays européens, ces réserves pourraient changer durablement la donne. Aujourd'hui, le Sud est prêteur net pour les pays développés et aurait tout à fait la possibilité de rompre avec les diktats du G8. Encore faut-il que les dirigeants du Sud aient la volonté de s'opposer à ces exigences, ce qui est loin d'être le cas. Seule l'action des citoyens du Sud peut mener leurs gouvernants dans la bonne direction.

Posons les bases d'une logique très différente. Les pays en développement devraient quitter le FMI, la Banque mondiale et l'OMC, les rendant dès lors caduques. Ces pays pourraient mettre en commun la moitié de leurs réserves de change pour construire de nouvelles institutions centrées sur la satisfaction des besoins humains fondamentaux, ce qui n'est pas le cas des institutions actuelles. La dette extérieure des pays en développement est plus élevée que jamais : 2800 milliards de dollars. Elle organise la poursuite d'une domination qui rend impossible toute forme de développement juste et durable. Les citoyens du Sud ont été forcés de rembourser plusieurs fois une dette largement odieuse, contractée par des gouvernements qui ne les ont jamais consultés. Les pays en développement devraient constituer un front pour le non paiement de la dette.

Il faut vite s'engager sur cette autre voie, sinon le G8 finira par reprendre la main. Comment ? Une nouvelle crise de la dette, avec des taux d'intérêt en hausse et des cours des matières premières qui peuvent se retourner brutalement, comme à la fin des années 1970 ? Une dépendance par rapport aux céréales exportées par les pays du Nord ? Les grandes sociétés agro-alimentaires spéculent sur les stocks de céréales pour faire monter le prix. Or, sur recommandation de la Banque mondiale et du FMI, les pays du Sud ont remplacé progressivement leur production céréalière par des productions d'exportation (café, cacao, coton, bananes...). Verra-t-on dans l'avenir des famines programmées à partir du Nord, alors que les remises de dette concédées d'une main par les organismes multilatéraux sont reprises de l'autre par les sociétés agro-exportatrices du Nord ?

Le modèle économique actuel est structurellement générateur de dette, de pauvreté, d'inégalité, de corruption, y compris au Nord. C'est maintenant qu'il faut adresser un carton rouge définitif au G8 et à l'OMC, sans oublier le FMI et la Banque mondiale, momentanément hors du jeu international. Non pour y placer d'autres acteurs oeuvrant dans le même sens, mais pour modifier radicalement la logique qu'ils défendent.

▼ DAMIEN MILLET ET ERIC TOUSSAINT

«BAMAKO», LA DETTE AU CINÉMA

«Bamako» est un film malien signé Abderrahmane Sissako. Après avoir été repéré au festival de Cannes, le film sort en salles le 18 octobre prochain. Enfin, voilà le film que nous sentions venir sur la dette de l'Afrique. La surprise vient du fait que ce n'est pas un documentaire mais un docu-fiction, ou plutôt une fiction improvisée incluant un procès de la dette.

On pourrait craindre un film verbeux. Il n'en est rien, et de loin. En alternant scènes du procès improvisées par de véritables juristes et scènes de la vie quotidienne, le film respire tout sauf l'afro-pessimisme à la mode. L'humour fait le reste, beaucoup de discours ont été remplacés par de simples scènes percutantes. Et je ne vous défile pas le western inséré.

La construction même du film permet aux discours d'être renvoyés aux réalités extérieures. La cour où se déroule le procès est aussi cour de vie, de douleur... Le réalisateur joue entre l'intérieur, où se tiennent des discours théoriques argumentés, et l'extérieur, où se déroule la vie même, et les doutes sur ces discours. Mais quand l'extérieur surgit dans la cour, sous la forme de la teinturière, c'est l'exigence de justice de tout un peuple qui se dit.

Le procès lui-même est d'une très grande force : alternant témoignages des «déflatés», des victimes de l'ajustement structurel et analyses globales des mécanismes mis en jeu, par Aminata Traoré, par un économiste, par les avocats qui jouent leur propre rôle, il montre comment nous sommes passés en quelques années du témoignage à l'analyse la plus fine. Comme le dit Sissako : «*Au moins, ils sauront que nous savons*».

Les difficultés du cinéma africain et de sa diffusion peuvent faire douter de l'écho que ce film aura auprès des populations concernées, mais sa réception au Nord peut modifier la donne, auprès de la télévision publique par exemple.

Le CADTM France participera à la plus large diffusion possible du film en France, comme nous l'avons fait pour «Le cauchemar de Darwin» ou «Life and debt». N'hésitez pas à contacter les salles de votre région et à nous solliciter pour des débats.

LIRE

+ **Objectifs du millénaire pour le développement. Points de vue critiques du Sud**, Alternatives Sud, Vol XIII 2006/1, Syllepse, 2006.

La revue du Cetri continue son travail de critique des relations internationales en donnant la parole aux analystes et activistes du Sud. Après une série de numéros, dont nous ne vous avons à tort pas parlé, consacrés aux interventions humanitaires, à la Palestine, aux mouvements de gauche en Amérique latine, à la prostitution, au



«miracle» chinois, ce premier numéro de 2006 est consacré aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) vus par les mouvements sociaux du Sud.

Ces OMD sont très souvent analysés comme insuffisants pour répondre à leur volonté de lutte contre la pauvreté, en retrait sur les engagements antérieurs des Nations unies. Mais, ici, plusieurs articles vont plus loin et montrent comment la réalisation même de ces objectifs, leurs cibles et leurs indicateurs apparaissent à l'analyse comme un nouvel instrument d'intégration subordonnée à l'économie mondialisée. Les ressorts sécuritaires de l'initiative et le caractère technocratique des stratégies formulées tranchent avec les intentions humanistes affichées. La conception du développement sous-jacente évacue les thèmes de la réduction des inégalités, de la justice sociale et de la promotion d'emplois décents, pour confirmer la perspective néolibérale des politiques d'ajustement promues : ouverture commerciale, «bonne gouvernance», privatisations...

Ces nouveaux concepts incontournables de la «lutte contre la pauvreté» sont passés au crible de la critique concrète. La «gouvernance» de la Banque mondiale n'a rien à voir avec la démocratie, la lutte contre la pauvreté n'inclut pas la lutte contre les inégalités.

Martin Khor du Third World Network démontre que les politiques préconisées par l'OMC (droit de la propriété intellectuelle, AGCS, subventions agricoles...) s'opposent à la réalisation des OMD. Patrick Bond d'Afrique du Sud revient sur l'initiative PPTTE, la dette étant pour lui «probablement la principale contrainte budgétaire qui empêche les pays du tiers-monde d'atteindre les objectifs du développement» et la conclusion est sans appel : les pays PPTTE sont plus pauvres qu'avant l'initiative et ils ont du répondre à des conditions très libérales pour un tel résultat.

Nos amis de Focus on the global south (Thaïlande, Inde et Philippines) s'attaquent à la question de la pauvreté. Les indicateurs internationaux définissent la pauvreté en termes de revenu (le fameux dollar par jour) et autres biens matériels. Pourtant pour les peuples indigènes et autres communautés «l'indicateur de un dollar par jour ne signifie pas grand-chose [...] Par contre la destruction de leur environnement traditionnel par les forages ou la coupe des arbres a un énorme impact sur leur mode d'existence.»

Les OMD n'auront de sens qu'à condition de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et de la faim. Laissons la conclusion à Focus : «*Il y a assez de nourriture disponible pour alimenter tout le monde correctement, assez d'argent pour annuler les dettes des pauvres, assez de ressources pour créer des emplois décents pour tous et assez de richesses pour éliminer la pauvreté de façon durable. Ce qui semble manquer, c'est la volonté et l'engagement politiques qui permettraient de s'attaquer aux causes structurelles qui créent et reproduisent ces déséquilibres.*»

▶ CLAUDE QUÉMAR

ÇA FRÉMIT AU FMI...

Mais pas beaucoup, rassurez-vous, les pays pauvres ne sont pas à la veille d'y détenir un vrai pouvoir... Conformément aux engagements pris en avril lors de son assemblée de printemps, le staff du FMI réfléchit à une modification des quotes-parts des pays membres, qui influent directement sur les droits de vote. Un premier projet, qui doit être examiné à Singapour lors de l'assemblée d'automne les 19 et 20 septembre, vient d'être rendu public. Une réforme plus profonde mais encore très floue pourrait suivre.

Au lieu de remettre à plat une organisation bancaire (un ensemble formé par 43 pays d'Afrique subsaharienne n'a que 4,4% des droits de vote alors que les Etats-Unis en possèdent 17% à eux seuls - leur donnant un droit de veto de fait puisqu'il faut 85% des voix pour toute décision importante), la décision a donc été prise de compliquer les choses avec un réaménagement en plusieurs temps et sur plusieurs années. La première phase ne concerne que quelques pays émergents (proches des Etats-Unis et qui d'ailleurs achètent en masse des bons du Trésor états-unien...). Les 4 heureux élus sont la Chine, la Corée du Sud, le Mexique et la Turquie, dont les quotes-parts seront sensiblement augmentées. Selon nos calculs, les pourcentages de quotes-parts (qui ne sont pas exactement les droits de vote mais n'en diffèrent pas énormément) devraient évoluer comme suit :

- la Chine passerait de 2,98% à 3,72%
- la Corée du Sud passerait de 0,77% à 1,35%
- le Mexique passerait de 1,21% à 1,45%
- la Turquie passerait de 0,45% à 0,55%.

Bien sûr, cela provoquerait une légère érosion des pourcentages des autres pays : les Etats-Unis passeraient de 17,40% à 17,10%. Pas de quoi mettre en péril la mainmise des grandes puissances, mais juste assez pour flatter l'ego des dirigeants des pays stratégiques aux yeux des Etats-Unis et de Wall Street... Le partage du pouvoir au FMI était une mascarade, il le restera...

ÇA DÉGAGE AU TCHAD...

Le dictateur tchadien vient encore de faire parler de lui. Revenons sur ces derniers mois. Fragilisé par une forte déstabilisation interne, porté par la crainte justifiée d'un coup d'Etat, Idriss Déby Itno a voulu faire main basse sur les revenus du pétrole à l'automne 2005. Pourtant, la Banque mondiale pensait avoir bien contrôlé le zozo... Contre son soutien décisif au projet très controversé d'oléoduc entre la province pétrolifère de Doba au Tchad et le terminal pétrolier de Kribi au Cameroun, elle avait imposé en 1999 au régime tchadien un schéma dans lequel 10% des revenus pétroliers étaient placés dans un compte spécial au profit des générations futures et les 90% restants répartis de la manière suivante : 80% destinés aux secteurs sociaux prioritaires, 15% pour les dépenses courantes de fonctionnement de l'Etat et 5% au développement de la région de Doba. Partout la Banque mondiale présentait cet accord comme un modèle du genre, balayant du revers de la main les critiques des organisations de solidarité internationale qui pointaient du doigt le caractère dictatorial et corrompu du régime tchadien.

Fin 2005, arguant que son pays a besoin de cet argent maintenant, Déby Itno change d'avis : il récupère sans délai le fonds pour les générations futures et inclut la sécurité nationale dans les secteurs prioritaires, ce qui lui permet d'utiliser ces fonds pour acheter des armes afin de lutter contre la rébellion venue de l'Est. La Banque mondiale, prise au piège qu'elle n'a pas voulu voir (qui peut être surpris d'un tel comportement de la part d'un tel personnage ?), décide de geler les déboursés prévus (124 millions de dollars) envers le Tchad. Pour Paul Wolfowitz, le président de la Banque mondiale qui a fait de la lutte contre la corruption la vitrine de son action, l'effet médiatique est désastreux.

En avril 2006, quelques jours avant la réélection méticuleusement organisée de Déby Itno à la présidence tchadienne, la Banque mondiale signe un accord avec le Tchad. Mais surprise : non seulement il apporte un soutien inespéré au moment d'une élection qui ressemble à tout sauf à une élection, mais l'accord prévoit que seulement 70% des ressources pétrolières seront consacrés à la lutte contre la pauvreté. Le chantage du Tchad a été efficace. La Banque mondiale continue, depuis des décennies, de favoriser l'arrivée des matières premières sur les marchés mondiaux, sans égard pour les conditions de vie sur place.

Mais ce n'est pas tout. L'appétit vient en mangeant... Déby Itno voit le consortium pétrolier (ExxonMobil 40%, Chevron 35%, Petronas 35%) récupérer la majeure partie des revenus pétroliers : l'Etat n'en touche que 12,5%, soit seulement 588 millions contre 5 milliards pour le consortium, car lors de la signature du contrat initial, le pétrole n'était pas si recherché et le Tchad voulait inciter les entreprises du secteur à s'installer dans la région. Les matières premières étant au plus haut, la Chine étant plus demandeuse que jamais, Déby se sent en position de force. Le 26 août dernier, il a demandé à Chevron et Petronas de «*quitter le Tchad pour non-respect du paiement des impôts sur les sociétés*». La somme de 486 millions de dollars de taxes leur est demandée. La reprise récente des relations diplomatiques avec la Chine n'est pas le fait du hasard...

Et, encore une fois, la Banque mondiale est la risée de nombre d'observateurs internationaux... Voilà ce qui arrive quand une institution trop puissante et trop sûre d'elle-même fait confiance à un dictateur notoire...

ÇA ÉNERVE EN FRANCE !

Plus une semaine sans que l'on ne parle du désendettement de la France ! Cagnotte fiscale de 3 milliards d'euros, vente d'immeubles pour 6 millions d'euros, et le gouvernement s'empresse de dire que cela servira à rembourser la dette de la France. Mais ce qu'on ne dit pas, c'est que, du coup, tout cet argent va dans les poches de ces (riches) créanciers, français et étrangers. Alors, plutôt que de leur transférer ce qui devrait profiter à tous, pourquoi ne pas prévoir un impôt exceptionnel sur les créanciers de la France dont le produit servirait... à rembourser la France ? De la sorte, ceux qui se sont déjà enrichis avec la dette française n'auraient pas d'argent à sortir mais la France y trouverait son compte et pourrait ainsi financer des dépenses pour les plus pauvres... Vous trouvez que ça ressemble à une annulation de dette ? Bah oui...

▼ DAMIEN MILLET

LA CNUCED TACLE LE FMI

La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) vient de publier son *Trade and Development Report 2006*, et les positions qu'il défend rompent avec l'orthodoxie néolibérale prônée par le FMI et la Banque mondiale. En effet, il affirme sans ambages que «les pays en développement ont besoin de latitude pour élaborer leurs politiques», là où les programmes d'ajustement structurel imposés par les institutions de Bretton Woods les broient dans un étouffement insupportable.

Tout cela est dit clairement : «l'approche non interventionniste a échoué», donc les économistes de la CNUCED conseillent aux pays du Sud «de soutenir activement et de renforcer les entreprises locales alors que dans les années 80 et 90, il leur était recommandé par les institutions de Bretton Woods de ne pas intervenir et de laisser les mécanismes du marché 'rétablir la vérité des prix'». De même, ils les incitent à «protéger, s'il y a lieu, les entreprises naissantes, notamment en recourant avec circonspection aux subventions et aux droits de douane. Cela, jusqu'à ce que les producteurs locaux puissent affronter la concurrence internationale en vendant des produits de plus en plus élaborés.»

La critique reste modérée puisque le rapport «ne prône pas de mécanismes de défense autocentrés et protectionnistes», mais elle est bien réelle et le fait qu'elle vienne d'une institution spécialisée de l'ONU lui donne du poids. L'analyse des dernières décennies est pertinente : «La CNUCED note que les vastes réformes entreprises par la plupart des pays en développement dans les années 80 et 90, souvent à la demande des organisations financières et des prêteurs internationaux, n'ont pas produit les résultats escomptés. Ces réformes privilégiaient une plus grande stabilité macroéconomique, le recours accru aux mécanismes du marché et l'ouverture rapide à la concurrence internationale. Or, dans bon nombre de cas, l'investissement privé n'a pas progressé comme prévu ; l'économie de nombreux pays a stagné, voire régressé ; et beaucoup de nations en développement, déjà aux prises avec des niveaux élevés de pauvreté, ont constaté que ces mesures de libéralisation de l'économie accentuaient les inégalités au lieu de les atténuer.»

Contrairement au FMI qui propose partout les mêmes remèdes, la CNUCED «souligne que toute prescription relative au développement économique doit tenir compte de la situation propre à chaque pays: il n'y a pas de solution unique et universelle».

Comme l'affirme Detlef Kotte, responsable du département mondialisation et stratégies de développement de la CNUCED, à *Libération* : «On demande aux pays du Sud de grimper dans la prospérité sans les échelles qui ont servi aux pays riches. Pour se développer, ces derniers ont toujours utilisé une politique macroéconomique qui favorise l'investissement dans les capacités de production, et permet croissance et création d'emploi. Ils ont aussi le levier de la politique monétaire qui vise à la stabilité des prix et l'attraction des capitaux. Ils ont, enfin, des soutiens forts pour leur industrie, de la Chine aux Etats-Unis en passant par la France. Cette autonomie nécessaire, les pays pauvres l'ont de moins en moins. [...] Sous l'influence de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI) et d'un vent de dérégulation, le rôle de la puissance publique s'est rétréci. Les institutions financières interna-

tionales font leur repentance sur ces dogmes.[...] Même si le cycle [de Doha à l'OMC] aboutit, il se traduira par une réduction des options politiques des pays en développement. Les droits de douane, par exemple, souvent la principale ressource pour l'Etat, se voient négociés à la baisse, produit par produit. Au lieu de dire que les droits sur le cuir doivent baisser à 25 %, il vaudrait mieux faire des moyennes par activité. A chaque pays, selon son niveau de développement, de protéger les secteurs jugés importants.»

Le plus cocasse dans cette histoire, c'est que l'actuel secrétaire général de la CNUCED, Supachai Panitchpakdi, est l'ancien directeur général de l'OMC, que le rapport accuse de mettre en place «des règles et des engagements négociés, contraignants et obligatoirement applicables», à l'encontre de ce que promeut la CNUCED...

▼ DAMIEN MILLET

UN SITE INTERNET ENRICHIS

L'équipe d'animation du site www.cadm.org n'a pas chômé cet été, avec plus de 50 articles publiés ces deux derniers mois. Cette activité a permis de maintenir une fréquentation importante du site dans une période traditionnellement calme : 63 400 visites en juillet-août, soit une augmentation de 27% par rapport à l'été 2005. Ces bonnes statistiques confirment les conclusions récentes de l'étude d'impact du CADTM sur internet (disponible à la page www.cadtm.org/article.php3?id_article=1977) et récompensent tous les efforts entrepris depuis quelques mois pour enrichir le site.

L'étude d'impact a montré que la visibilité du CADTM s'est grandement renforcée sur Internet en 2005. Nos articles sont de plus en plus cités par les autres sites web (40% d'augmentation). Le CADTM est également de mieux en mieux référencé par les moteurs de recherche et apparaît toujours dans les premiers résultats, quels que soient les mots-clés utilisés, ce qui multiplie ses chances d'être lus. Notons enfin que le classement « alexa.com » des sites les plus visités au monde consacre notre site comme l'un des plus importants parmi ceux traitant de la problématique de la dette. L'impact du CADTM sur Internet est dorénavant suivi jour par jour et est accessible publiquement en ligne sur <http://cadtm.orleans.free.fr/alexa>.

La nouvelle mouture du site (depuis mars 2006), plus claire et plus conviviale, est une des raisons principales de sa popularité grandissante. Nous pouvons également citer deux innovations récentes :

- la création d'une rubrique « Textes de références » permettant de maintenir les textes importants en tête d'affiche et augmentant d'autant leur visibilité à long terme (www.cadtm.org/fr.mot.php3?id_mot=302),

- la création d'une rubrique « Dossier Club de Paris », consignant tous les textes dénonçant cette non-institution néfaste (www.cadtm.org/fr.mot.php3?id_mot=298).

Mais, plus important encore, c'est la grande qualité des textes publiés qui fait le succès du site. Les communiqués de presse du CADTM font toujours recette. L'article «La dette américaine conduira-t-elle à une crise financière?» de John Dillon (www.cadtm.org/article.php3?id_article=2009) a totalisé 1 400 visites en seulement trois jours. La barrière des 600 000 visites depuis la création du site a été franchie cet été. Aidez-nous à atteindre rapidement le seuil du million de visiteurs, venez nous rendre visite.

▼ OLIVIER LORILLU

SOLIDARITÉ AVEC HAÏTI

Plus de 50 associations venues de toute la France ont participé les 3 et 4 juin derniers aux premières rencontres nationales de la solidarité franco-haïtienne. Organisées par la Plate-forme des associations franco-haïtiennes (Pafha), le collectif Haïti de France (dont le CADTM France est membre) et l'espace partenariat franco-haïtien, ces rencontres ont réuni plus d'une centaine de personnes pour un week-end studieux (et convivial). Les liens historiques entre la France et Haïti expliquent cette richesse de la solidarité.

Quatre ateliers thématiques ont permis de travailler à dégager des pistes de travail : développement rural et économique (surtout rural) ; éducation, jeunesse, formation ; partenariat ; migrants.

L'existence de trois réseaux s'explique par le passé mais aussi par des approches différentes de la solidarité. On peut regretter la tendance maintenue à proposer des alternatives comme experts, même fins connaisseurs de la réalité locale, sans tenir compte pleinement des besoins des populations. On nourrit ainsi, hélas, les effets pervers de l'aide internationale.

Mais cette question était présente dans les débats, et dans l'assemblée générale du collectif du dimanche après-midi. Ce qui compte est, au final, la volonté de solidarité concrète, par exemple la participation aux mobilisations en France contre les politiques migratoires basées sur l'utilitarisme.

Ce travail en commun permettra de faire évoluer les approches, par exemple les illusions sur le co-développement, habillage théorique «progressiste» de cet utilitarisme migratoire. Haïti est le pays du monde où les envois des migrants représentent la plus grande part des ressources, avant même le trafic de drogue !

Haïti est désormais partie prenante de l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés) dont les effets sont connus des lecteurs de ce bulletin. La mise en place d'une campagne européenne pour l'annulation de la dette bilatérale de ce pays permettra de faire avancer cette prise de conscience des obstacles à lever pour que la population haïtienne puisse prendre en main son avenir, en toute souveraineté, sans occupation militaire internationale. Les récentes élections présidentielles ont montré que les discours actuels des bailleurs internationaux, des élites locales n'étaient pas validés par une population à la recherche de la satisfaction de ses besoins quotidiens, de l'exigence de démocratie sociale, riche de deux siècles d'histoire.

La solidarité peut alors prendre toute sa place. Ces rencontres auront été une étape de ce processus.

✎ CLAUDE QUÉMAR

LIRE

+ **Le don, une solution ?**, Ritimo avec Cap Humanitaire et Peuples solidaires, 2006.

Don de nourriture, de vêtements, d'ordinateurs : face à la détresse, le don est le réflexe de solidarité le plus courant. Mais les projets élaborés autour de dons ne sont pas toujours efficaces et peuvent même s'avérer néfastes. Ils peuvent être réalisés sans connaissance suffisante du terrain, passer à côté des véritables besoins ou même nuire aux victimes elles-mêmes. Polluant, encombrant ou destructeur de l'économie locale, le don a des effets souvent ignorés du donateur. Ce guide traite de ces différents risques et permet de prendre conscience des ambiguïtés de cette forme de solidarité afin d'agir au mieux sans nuire.

BOUTIQUE CADTM

+ Le réseau international Via campesina organisera en février 2007 le **Forum mondial pour la souveraineté alimentaire**, dans la ville malienne de Sélingué. Pendant cinq jours, 500 délégué(e)s s'attacheront à définir les contours d'une campagne internationale visant à faire reconnaître le droit à la souveraineté alimentaire. Pour appuyer ce projet, 21 artistes originaires des 5 continents ont préparé un disque vendu au profit de Via campesina. Cet album est disponible dès à présent sur le site de Daqui, la maison de production des «Nuits atypiques de Langon» (www.daqui.fr), et aussi auprès du CADTM France.



+ Le CADTM participe à la réalisation de l'**Agenda 2007 de la Solidarité internationale**, à l'initiative de Ritimo. Alors rendez-vous à l'automne et ne l'achetez pas n'importe où...

+ Et toujours nos livres, bande dessinée, DVD à la page www.cadtm.org/rubrique.php3?id_rubrique=26

BRÈVE

+ La multinationale anglo-australienne **BHP Billiton**, premier groupe minier mondial, a annoncé le 23 août un bénéfice annuel record de 10,5 milliards de dollars, dont 3 milliards vont venir alimenter les dividendes des actionnaires. Mais depuis plusieurs semaines, elle refuse d'accorder aux mineurs chiliens d'Escondida, la plus grande mine de cuivre du monde, l'augmentation de salaire et la prime qu'ils demandent. Il faut dire qu'ils sont trop gourmands, cela coûterait 60 millions de dollars à BHP... [Source : Libération]

Pour la rentrée, j'adhère au CADTM !

B25

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____@_____

> Adhésion au CADTM France et abonnement aux publications : [] 48 euros [] 27 euros (petits revenus)

> Adhésion seule : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

> Abonnement seul : [] 38 euros [] (22 euros - petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**